

Les ministres retardent leur décision sur les règles d'austérité après des manifestations

etuc.org/en/pressrelease/ministers-delay-decision-austerity-rules-after-protest



Les ministres des finances de l'UE ont reporté aujourd'hui une décision sur de nouvelles règles budgétaires qui exigeraient au moins 45 milliards d'euros de réductions l'année prochaine.

Le Conseil "Affaires économiques et financières" devait conclure un accord qui obligerait 14 États membres (voir tableau en annexe) dont le déficit est supérieur à 3 % du PIB à réduire leur déficit d'au moins 0,5 % du PIB chaque année.

Toutefois, les ministres ont décidé de rester à la table des négociations.

Cette décision fait suite à une manifestation syndicale de 20 000 personnes contre les nouvelles règles d'austérité, qui s'est déroulée vendredi à Paris. La CES a également écrit aux ministres avant la réunion pour leur demander de repenser la proposition.

La secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, Esther Lynch, a déclaré :

"Les ministres doivent repenser des règles qui nécessiteraient 45 milliards de coupes rien que l'année prochaine et feraient des investissements indispensables pour les transitions verte et numérique un mirage.

"Cela supprimerait des emplois et ferait baisser les salaires, pousserait l'économie vers une nouvelle récession et empêcherait l'Europe d'atteindre ses propres objectifs en matière d'investissement dans l'économie verte.

"Les dirigeants doivent écouter les inquiétudes croissantes concernant un retour à l'austérité, qui étaient clairement visibles dans les rues de Paris vendredi.

"Toute réforme des règles économiques de l'Europe doit s'assurer qu'elles sont basées sur les besoins des personnes et l'avenir de la planète plutôt que sur des objectifs arbitraires basés sur des idées datant des années 1980.

"La suspension du Pacte de stabilité et de croissance devrait être prolongée d'une année supplémentaire afin de donner le temps nécessaire à l'examen des conséquences et des alternatives à un retour à l'austérité.

Notes

| | Réductions annuelles minimum (Euros) | Nombre d'infirmières qui pourraient être financées | Nombre d'enseignants qui pourraient être financés |
|-----------|---|---|--|
| Belgique | 2,7 milliards | 37.888 | 82.500 |
| Tchéquie | 1,3 milliards | 54.511 | 89.597 |
| Estonie | 180 millions | 8.909 | 11.464 |
| Espagne | 6,6 milliards | 166.254 | Indisponible |
| France | 13,2 milliards | 371.888 | 492.327 |
| Italie | 9,5 milliards | 326.652 | 392.878 |
| Lettonie | 195 millions | 14.413 | 20.602 |
| Hongrie | 851 millions | 59.312 | 115.220 |
| Pologne | 3,2 milliards | 180.067 | 405.672 |
| Slovénie | 294 millions | 9.100 | 14.913 |
| Slovaquie | 548 millions | 31.106 | 49.932 |
| Bulgarie | 423 millions | Indisponible | Indisponible |
| Roumanie | 1,4 milliard | Indisponible | Indisponible |
| Malte | 84 millions | Indisponible | Indisponible |